



ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 18/07/2023

N° 233 - 2023

REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT – 32, 34 et 36 Rue de Vitré

Le Maire de CHÂTEAUBOURG :

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code de la Route annexé à l'Ordonnance n° 58.1216 et au Décret n° 58.1217 du 15 décembre 1958 ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation Routière ;
VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment son livre (8ème partie du 15 juillet 1974) ;
VU les risques encourus lors de travaux de suppression de branchements électriques ;
CONSIDÉRANT que la sécurité des usagers et des personnels nécessite la mise en place d'une occupation temporaire de trottoir devant les 32, 34 et 36 Rue de Vitré.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : suppression de branchements électriques, à charge pour lui de refaire la structure de voirie de manière identique à ce qui existait auparavant.

ARTICLE 2 : L'occupation du trottoir sera effective à partir du jeudi 20 juillet 2023 jusqu'au jeudi 03 août 2023.

Les travaux sont exécutés par l'entreprise SADER Réseaux.

ARTICLE 3 : La signalisation sera mise en place par l'entreprise SADER Réseaux.

ARTICLE 5 : Tout stationnement illicite sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : La Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Châteaubourg, Monsieur le responsable de la Police Municipale, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châteaubourg, le 18/07/2023

Pour Le Maire, l'adjointe aux Services Techniques
Aude DE LA VERGNE

BON POUR ACCORD

18 JUL. 2023

Pour le maire
l'Adjoint délégué,

Aude de la VERGNE



Affiché en mairie le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.